

Sécheresse dans l'Ouest

Il a ajouté que le gouvernement pourrait décider de faire payer les consommateurs; le blocage des tarifs de transport du grain fourrager n'était que de la frime, bien sûr car le gouvernement avait jonglé avec les chiffres. Le gouvernement doit toujours décider quelle sera la fourchette des prix.

Le secrétaire parlementaire nous a dit que le gouvernement n'avait pas hésité à payer l'assurance-récolte, ni à faire les versements prévus dans le cadre de la stabilisation du prix du grain de l'Ouest, et nous en sommes heureux. Ce sont des programmes pour lesquels les agriculteurs versent une prime, et ils ont bien droit à des indemnités en cas de perte; le gouvernement leur en a versé.

Ne fût-ce que pour éviter de ternir sa réputation, le député d'Assiniboia doit absolument prouver aux agriculteurs de sa circonscription qu'il n'est pas une bouche cousue, qu'il est disposé à tout dévoiler. J'espère bien qu'il déposera son rapport avant 18 heures.

[Français]

M. Pierre Blais (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, d'abord il faut remarquer que s'il y a eu des applaudissements du côté du gouvernement, ils ne viennent pas d'un député du gouvernement. Il faudrait préciser, simplement pour compléter sur ce que mon collègue d'Algoma (M. Foster) vient de dire—et je suis fier de participer à ce débat ce soir—comme d'habitude, mon collègue d'Algoma a une mémoire sélective, il parle de réduction, de taxes sur l'essence et il oublie les milliards de dollars qu'eux-mêmes ont coûté à nos producteurs agricoles canadiens pendant de nombreuses années, et des taux d'intérêt de 18 et 20 p. 100. Ce que nous avons fait est absolument extraordinaire étant donné la conjoncture économique. A mon avis, mon collègue devrait réajuster sa mémoire.

Monsieur le Président, lorsque mon collègue d'Algoma tout comme mon collègue de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria) demandent encore le dépôt du rapport, je ne sais pas où ils ont pris cette habitude. C'est probablement au cours des vingt années de grande noirceur qu'ils nous ont fait connaître qu'ils ont pris cette habitude de se gargariser avec des rapports. Qu'est-ce qui est important pour les producteurs agricoles canadiens, monsieur le Président? Ce ne sont pas des rapports, ce sont des faits, des chiffres, des résultats. Ces résultats, nous les avons: des millions de dollars, très rapidement.

Mon collègue d'Assiniboia (M. Gustafson), après avoir été assigné à une responsabilité spécifique, s'est occupé de la chose avec le ministre de l'Agriculture (M. Wise) ainsi que le premier ministre (M. Mulroney) et des décisions ont été prises immédiatement: 150 millions. Les paiements ont été annoncés aujourd'hui pour le reste des paiements de 64 millions. Ce sont des faits. Des décisions ont été prises rapidement. Ce ne sont pas les rapports qui sont importants. Ce sont les résultats.

Evidemment, puisque c'est un député de l'Ontario qui parle de cette question particulière, c'est presque par obligation puisque le parti libéral n'a jamais été un parti vraiment national et ce n'est pas pour demain non plus. Le parti progressiste conservateur, qui forme le gouvernement, est un parti réellement national. C'est ce qui fait une énorme différence avec nos collègues parce que, justement, nous sommes en mesure de prendre des positions dans le gouvernement actuel qui sont

justes et raisonnables pour les agriculteurs et les citoyens canadiens.

Il est bien évident que nos collègues du parti libéral ne peuvent pas comprendre; c'est un parti régional. Ils ont des députés dans une couple de provinces et quelques-uns oubliés ici et là au Canada dans des régions comme mon collègue de Yorkton—Melville (M. Nystrom) qui, évidemment, dans le cas du Nouveau parti démocratique peuvent se permettre de promettre n'importe quoi. Peut-être qu'ils ont remonté un peu dans les sondages, c'est bien évident, ils promettent à tout le monde ce que tout le monde veut avoir tout le temps. C'est facile cela parce qu'on sait qu'on ne formera jamais le gouvernement. Il n'y a pas de danger.

Monsieur le Président, il est bien évident que je sympathise avec l'Opposition; je sympathise avec mon collègue d'Algoma également. Il n'est pas facile d'être critique de l'Opposition officielle en matière d'agriculture. C'est une tâche bien ingrate étant donné les gestes que nous avons posés en agriculture depuis 18 mois. Je ne voudrais pas changer de place avec la sienne. Il est bien ingrat d'être obligé de se lever aujourd'hui pour essayer de trouver des poux, essayer de trouver quelque chose à dire sur les politiques gouvernementales en matière agricole. C'est une tâche bien ingrate. Tout comme son assistant de Glengarry—Prescott—Russell qui lui non plus ne trouve pas grand-chose à dire.

Quand on examine les statistiques, les centaines de millions de dollars que nous avons mis à la suite des sécheresses dans l'Ouest, quand on pense aux 40,000 producteurs agricoles de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de la Saskatchewan qui ont profité directement des mesures avancées, quand on pense également aux 700 millions de dollars aux paiements d'assurance-récolte pour au-dessus de 80,000 producteurs agricoles, ce sont là des faits, ce sont là des gestes posés. C'est de l'argent qui a été dépensé pour l'agriculture au Canada. Près de quatre milliards de dollars depuis 18 mois! Ce sont des gestes!

Eux, ce qu'ils veulent, ce à quoi ils ont été habitués, ce à quoi il nous ont habitués pendant 20 ans, c'est de rédiger des rapports. Rédiger des rapports et mettons les rapports sur des tablettes. Nommons d'autres personnes pour rédiger. Demandons à des amis de rédiger des rapports. Prenons les rapports et mettons-les sur les tablettes. C'est tout ce qu'on veut. C'est tout ce qui est important. Les résultats concrets ne sont pas importants. Mais ça, c'est changé. Nous, nous voulons des résultats concrets: moins de rapports, mais plus d'argent directement aux producteurs, directement dans l'économie. C'est cela notre gouvernement, monsieur le Président.

Monsieur le Président, de plus, si nous regardons les résultats, il y a eu concertation entre le gouvernement fédéral et les trois provinces: la Colombie-Britannique, l'Alberta et la Saskatchewan. Ce sont là des mesures concrètes, et ça, c'est important!

Monsieur le Président, j'en aurais encore long à dire, mais je vais laisser ma place à mon collègue . . .

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, il nous reste deux ou trois minutes. Le député est-il prêt à répondre à une question?